



12 février 2018

(18-0924)

Page: 1/5

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

**RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIVITÉS LIÉES AUX MESURES SPS  
DU CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL (ITC)  
(NOVEMBRE 2017-FÉVRIER 2018)**

La communication ci-après, reçue le 9 février 2018, est distribuée à la demande de l'ITC.

Le Centre du commerce international (ITC) poursuit ses efforts pour aider les entreprises à respecter les prescriptions techniques. Des renseignements actualisés sur certains projets liés aux mesures SPS qui présentent un intérêt particulier pour les Membres de l'OMC sont communiqués ci-après.

## **1 PROJETS**

### **1.1 Afghanistan: Assistance liée au commerce (août 2016-juillet 2019/Donateur: Union européenne)**

1.1. Ce projet vise à renforcer les capacités humaines et institutionnelles pour la formulation et la mise en œuvre de politiques et de stratégies commerciales, notamment en ce qui concerne la gestion de la qualité et les mesures SPS.

1.2. Le Ministère du commerce et de l'industrie est le principal interlocuteur de ce projet, et le Ministère de l'agriculture, le Ministère de la santé, l'organisme national de normalisation et les associations sectorielles concernées comptent parmi les bénéficiaires.

1.3. Un document relatif à la stratégie d'exportation nationale (SEN) a été élaboré, les secteurs public et privé ayant convenu de plans d'action pour des stratégies nationales et sectorielles d'appui au commerce, y compris pour la gestion de la qualité/les mesures SPS et les secteurs prioritaires (fruits séchés et noix, fruits et légumes frais, safran et produits non alimentaires). La SEN sera officiellement lancée une fois approuvée par le Conseil supérieur de l'économie de l'Afghanistan.

1.4. Des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités ont été menées pendant les divers ateliers suivants:

- *Élaboration de règlements techniques, y compris de mesures SPS* (Kaboul, 8 juillet et 5 novembre), qui a amélioré la compréhension des Accords OTC et SPS de l'OMC et des principes devant régir l'élaboration de règlements techniques et la surveillance efficace des marchés. Un projet afghan de procédure pour l'élaboration des règlements techniques a été examiné; il est en cours d'adoption;
- *Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes* (Kaboul, 4 et 5 juillet), qui a amélioré la compréhension des pratiques internationales en la matière et donné lieu à l'examen par 45 parties prenantes du projet de guide de procédures connexes. L'Agence nationale de normalisation de l'Afghanistan (ANSA) a fait bon accueil à la procédure qui avait été proposée pour simplifier les activités de normalisation et adopter des normes internationales en fonction des besoins du pays;
- *La cinquième Conférence nationale sur le safran* (7 novembre 2017), à l'occasion de laquelle un acheteur européen a fait part de ses prescriptions SPS/en matière de qualité, y compris d'informations sur le marché, sensibilisant l'ANSA aux normes pertinentes; et

- *Normalisation* (Kaboul, 9 juillet), qui a sensibilisé 78 parties prenantes des secteurs privé et public sur le rôle et l'importance des normes. Le personnel de l'ANSA a renforcé ses capacités de reproduire les formations reçues.

### **1.2 Myanmar: Amélioration de la sécurité sanitaire des aliments et de la conformité aux mesures SPS afin d'accroître les revenus d'exportation de la chaîne de valeur des graines oléagineuses (août 2015-août 2018/STDF 486)**

1.5. Dans le cadre de ce projet mis en œuvre en étroite collaboration avec le Ministère du commerce:

- une entreprise a reçu la certification ISO 22000 d'une tierce partie au titre de la mise en œuvre en cours du système d'innocuité des produits alimentaires dans onze PME formées et accompagnées par onze formateurs locaux;
- des agriculteurs dans deux chaînes de valeur du sésame nouvellement créées ont établi des liens avec deux exportateurs et ont enregistré une hausse de prix de 4% par rapport à l'année précédente, du fait de l'application de bonnes pratiques agricoles; et
- une formation destinée aux principaux acteurs le long de la chaîne de valeur des graines oléagineuses est actuellement dispensée à 300 agriculteurs, pour qu'ils appliquent les bonnes pratiques agricoles, à 20 agents de vulgarisation et grands exploitants agricoles, pour qu'ils assistent les agriculteurs, et à 5 collecteurs, pour qu'ils appliquent de bonnes pratiques d'hygiène et de traçabilité et emploient convenablement les fumigants.

1.6. La page du projet sur les réseaux sociaux (<http://www.facebook.com/itcoilseedsmyanmar>) compte 1 000 abonnés.

### **1.3 Promotion du commerce intrarégional en Afrique orientale – Kenya, Tanzanie, Zambie (janvier 2014-décembre 2016/Donateur: Finlande)**

1.7. Ce projet pour une croissance inclusive et durable tirée par les exportations au Kenya, en Tanzanie et en Zambie a contribué à améliorer la compétitivité des producteurs, des PME et des institutions d'appui au commerce de ces pays. Le projet a abouti aux résultats suivants:

- les institutions d'appui au commerce ont mis en place de nouvelles formations et de nouveaux services de conseil en ce qui concerne l'innocuité et la qualité des produits alimentaires par l'intermédiaire de conseillers locaux afin qu'ils puissent aider les entreprises dans la mise en œuvre du système HACCP, grâce à quoi onze Tanzaniens et cinq Zambiens ont reçu une certification HACCP. Des audits d'entreprise sont toujours en cours au Kenya; et
- 23 entreprises (miel, piment et mangue) et 20 conseillers en Tanzanie et en Zambie ont renforcé leur capacité d'appliquer des systèmes de sécurité sanitaire des produits alimentaires – le système HACCP relevant du Codex.

### **1.4 Kenya: Accroître la compétitivité du secteur de l'avocat au Kenya (Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas III) (2014-2017 Donateur: Pays-Bas-Centre de promotion des importations en provenance des pays en développement, CBI)**

1.8. Le projet vise à aider les PME et les groupements d'agriculteurs à accroître leur capacité d'exportation; à renforcer les liens commerciaux et les partenariats techniques pour décrocher des contrats avec de nouveaux clients; et à soutenir les institutions d'appui au commerce pour renforcer leur capacité de fournir des services aux PME:

- dix groupements d'agriculteurs (d'une cinquantaine d'agriculteurs chacun) ont été créés, mis en lien avec dix exportateurs et formés à la mise en œuvre de la norme GLOBALG.A.P. Neuf groupes ont obtenu une certification GLOBALG.A.P. par un organisme tiers;
- les liens établis avec le programme Fit for Market ont permis de mettre en place des activités de formation et de renforcement des capacités, dont bénéficient les groupes d'agriculteurs une fois le projet NTF III achevé.

### **1.5 Sri Lanka: Étude de faisabilité pour la création de valeur ajoutée dans le secteur des fruits et légumes (1<sup>er</sup> octobre 2017-30 octobre 2018/STDF PPG 576)**

1.9. Un don pour l'élaboration de projets (DEP) intitulé "Élaboration d'une étude de faisabilité pour la création de valeur ajoutée dans le secteur des fruits et légumes à Sri Lanka" est mis en œuvre par l'ITC en étroite collaboration avec l'Association sri-lankaise de producteurs, de transformateurs et d'exportateurs de fruits et légumes (LFVPPEA), et avec l'appui d'acteurs des secteurs public et privé.

1.10. L'objectif du DEP est:

- i. de réaliser une étude de faisabilité pour évaluer la faisabilité technique, économique et opérationnelle de la création de valeur ajoutée pour cinq cultures d'exportation (ananas, papaye, banane, mangue et fruit de la passion); et
- ii. d'élaborer un plan stratégique quinquennal et un plan d'action à court terme pour la LFVPPEA.

1.11. L'étude a commencé en décembre 2017, avec la mission effectuée par un expert international de l'ITC et un expert en fruits déshydratés d'une entreprise de pointe. La mission comprenait des réunions, une table-ronde réunissant les acteurs concernés et des visites aux producteurs et aux entreprises de transformation.

### **1.6 Zimbabwe: Renforcement du cadre institutionnel national dans le domaine sanitaire et phytosanitaire (décembre 2015-janvier 2018/Donateur: Union européenne)**

1.12. Ce projet avait pour objectif de renforcer l'infrastructure SPS du Zimbabwe afin de faciliter les exportations vers l'Union européenne et les pays voisins. Le projet a pris fin le 4 janvier 2018 et a abouti aux résultats suivants:

- cinq institutions SPS (laboratoires et organismes d'inspection) ont renforcé leur capacité de fournir de nouveaux services d'essai et d'inspection au secteur privé, conformément aux prescriptions applicables à l'exportation de produits alimentaires à destination de l'Union européenne, grâce à la fourniture de plus de 100 équipements ainsi que des formations nécessaires;
- une nouvelle norme, intitulée "Bonnes pratiques agricoles (BPA) du Zimbabwe en matière d'horticulture" (norme n° ZWS 1019), a été élaborée et adoptée; elle permet aux institutions SPS de fournir une référence et un cadre communs à tous les agriculteurs aux fins de l'application des BPA, renforçant ainsi leur capacité de respecter les prescriptions SPS;
- 37 formateurs (27 agents du service de vulgarisation du Ministère de l'agriculture et 10 représentants d'associations d'agriculteurs) sont en mesure de former les agriculteurs de différentes régions du Zimbabwe à l'application des bonnes pratiques agricoles;
- les employés du Ministère des PME et du développement des coopératives, du Ministère de l'industrie et du commerce et de ZimTrade, l'organisation nationale de promotion du commerce, ont acquis une compréhension approfondie des prescriptions de l'UE à l'importation et des directives CE connexes pour les produits agricoles;
- les institutions SPS ont amélioré leur capacité:
  - i. de prévoir et d'assurer la surveillance des résidus, un plan national de surveillance des résidus étant en cours d'élaboration pour se conformer aux prescriptions de l'UE;
  - ii. de préparer leurs laboratoires en vue d'une accréditation internationale conformément à la norme ISO 17025, afin que leurs certificats d'essai soient mieux acceptés sur les marchés internationaux, et d'élaborer pour les laboratoires des plans d'activité pour un fonctionnement durable; et
  - iii. de réaliser des contrôles officiels fondés sur les risques pour améliorer l'efficacité et l'utilisation des ressources;
- 98 PME ont amélioré leur compréhension des règles d'origine de l'APE, des questions OTC et SPS et des prescriptions appliquées par l'UE à l'importation.

---

### **1.7 Soutien au commerce et à l'investissement de l'Inde pour l'Afrique (SITA) (mars 2015-mars 2020/Donateur: Département du développement international (DFID) du Royaume-Uni)**

1.13. Ce projet vise à accroître la valeur des transactions commerciales entre l'Inde et certains pays d'Afrique, l'objectif final étant de créer des emplois et des sources de revenu.

1.14. À la suite de formations au système HACCP et aux BPA dispensées en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda, au Rwanda et en Tanzanie, 14 entreprises (des secteurs des épices, des légumineuses et de l'huile de tournesol) dans ces pays mettent actuellement en œuvre le système HACCP, un soutien pratique étant fourni par l'intermédiaire de conseillers qualifiés qui appuient les études de diagnostic et l'application de plans d'amélioration.

### **1.8 Gambie: Projet d'autonomisation des jeunes (janvier 2017-décembre 2020/Donateur: Union européenne)**

1.15. Ce projet vise à contribuer au développement économique de la Gambie, en améliorant l'employabilité des migrants potentiels et des migrants de retour. Le projet met l'accent sur la formation professionnelle, la création de micro et petites entreprises, ainsi que la création de nouveaux emplois et l'amélioration des possibilités d'emploi dans certains secteurs, à travers l'ajout de valeur et l'internationalisation.

1.16. Dans ce contexte, l'ITC soutient l'amélioration du respect des normes internationales et des prescriptions sur le marché par les produits gambiens, y compris dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture. Une formation concernant les pratiques en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et les bonnes pratiques d'hygiène a été organisée à l'intention de 20 formateurs de jeunesse en octobre 2017, avec l'Autorité de sécurité sanitaire et de qualité des produits alimentaires (FSQA). Depuis cette formation, la FSQA anime désormais ces ateliers de formation dans deux provinces. Pour favoriser l'amélioration des pratiques en matière d'innocuité des produits alimentaires, un nouveau guide intitulé "Pratiques en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et bonnes pratiques d'hygiène: Guide pour les jeunes entrepreneurs gambiens" a été élaboré et diffusé.

1.17. Des stages destinés aux formateurs qui ont été formés sont en train d'être organisés dans des PME gambiennes, stages qui seront suivis d'une formation approfondie sur la mise en œuvre du système HACCP dans le but d'améliorer le recrutement de ces formateurs dans le secteur des produits alimentaires et des boissons.

1.18. La FSQA et le Partenariat pour lutter contre l'aflatoxine en Afrique (PACA) organisent des campagnes de sensibilisation et d'information sur l'aflatoxine au moyen de feuillets radiophoniques et télévisés, d'affiches et de brochures dans les langues locales.

### **1.9 Surmonter les obstacles au commerce liés aux mesures non tarifaires dans les pays arabes (janvier 2017-décembre 2021/Donateur: USAID)**

1.19. Ce projet a pour objectif de faciliter la coordination en vue d'une approche régionale visant à améliorer la transparence des mesures non tarifaires (MNT) dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et à surmonter les obstacles au commerce connexes.

1.20. Sur la base d'études sur les MNT et de l'analyse du potentiel commercial régional réalisées par l'ITC, un atelier sur l'harmonisation des mesures SPS a été organisé en Tunisie entre le 18 et le 21 décembre 2017. Cet atelier s'adressait aux agences nationales de la région chargées de la réglementation en matière d'innocuité des produits alimentaires et de santé animale. Il a donné lieu à la formulation de recommandations spécifiques par les dix pays participants.

## **2 AUTRES ACTIVITÉS, PUBLICATIONS OU INTERVENTIONS PRÉSENTANT UN INTÉRÊT PARTICULIER**

2.1. **HelpMeTrade.org:** À l'occasion de la onzième Conférence ministérielle de l'OMC à Buenos Aires, l'ITC, la CNUCED et l'OMC ont lancé un nouvel outil pour aider en particulier les petites entreprises à tirer parti du commerce. Cette nouvelle plate-forme en ligne

(HelpMeTrade.org) fournit des renseignements et des précisions sur les droits et les tarifs applicables; sur les normes pertinentes en matière de santé et de sécurité et sur les procédures de mise en conformité; sur les procédures d'exportation et d'importation comme les formalités avant expédition; et sur la structure actuelle des échanges et les Accords commerciaux. Des données viendront alimenter le Service d'assistance sur une période de trois ans et seront complétées par des renseignements à caractère commercial, par exemple les coordonnées des acheteurs et des vendeurs ou les dates et les lieux d'organisation des foires commerciales.

2.2. **Enquêtes sur les MNT:** Un rapport sur les MNT concernant le Bangladesh, intitulé "*Bangladesh: Perspectives des entreprises – Série de l'ITC sur les mesures non tarifaires*", a été publié en novembre 2017. Il recense les principales causes des difficultés dont il a été fait état à l'exportation ou à l'importation, notamment les problèmes liés aux mesures SPS.

2.3. **ePing:** Le système d'alerte conjoint ONU, OMC et ITC pour les notifications SPS et OTC compte plus de 3 000 utilisateurs enregistrés. (<http://www.epingalert.org>).

Autres informations:

Les publications relatives aux MNT, y compris les comptes rendus des enquêtes par pays, peuvent être consultées gratuitement à l'adresse suivante: <http://www.intracen.org/publications/ntm>. Les résultats des enquêtes sont disponibles sous une forme plus interactive à l'adresse suivante: <http://www.ntmsurvey.org>. Pour des renseignements complémentaires sur le programme de l'ITC relatif aux mesures non tarifaires, veuillez adresser un courriel à l'adresse suivante: [ntm@intracen.org](mailto:ntm@intracen.org).

Pour de plus amples renseignements:

Ludovica Ghizzoni, Conseillère en gestion de la qualité à l'exportation, ITC  
Tél: +41 22 730 06 38 – Fax: +41 22 730 05 76 – Courriel: [ghizzoni@intracen.org](mailto:ghizzoni@intracen.org)

Khemraj Ramful, Conseiller principal en gestion de la qualité à l'exportation, ITC  
Tél: +41 22 730 04 87 – Fax: +41 22 730 05 76 – Courriel: [ramful@intracen.org](mailto:ramful@intracen.org)

Gestion de la qualité à l'exportation

Site Web: <http://www.intracen.org/eqm>  
Twitter: <http://www.twitter.com/ITCstandards>

---